

Cuba : quels enjeux pour la France ?

PAR STÉPHANE WITKOWSKI

président du conseil de gestion de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) de l'université Paris 3-Sorbonne nouvelle, président de Cubannuel et de Cuba Doc Séries

La France a toujours su éviter un embargo du cœur. Aujourd'hui, cela va servir.

FIDEL Castro, recevant des chefs d'entreprise français il y a une dizaine d'années, avouait son admiration pour les idéaux de la Révolution française, le génie militaire de Napoléon et l'œuvre de Victor Hugo. Le chef de la révolution cubaine se disait très marqué par *Les Misérables* et très reconnaissant pour le grand écrivain qui avait soutenu les combats des patriotes cubains à la fin du XIX^e siècle contre la colonie espagnole.

DE NOUVEAUX ENJEUX POUR LA FRANCE. La France qui avait entretenu des relations de longue date avec la plus grande île des Caraïbes a compris les enjeux d'une « nouvelle donne » géopolitique, consécutive au rapprochement diplomatique cubano-américain. La future visite du président François Hollande à Cuba, le 11 mai 2015, sera le premier déplacement d'un chef d'État français dans ce pays. Sur le

plan économique bilatéral, et sans attendre ce déplacement, beaucoup avait été fait pour renforcer les échanges commerciaux, travailler à la normalisation des relations financières de Cuba avec les créditeurs (dans le cadre du Club de Paris) et trouver des solutions de financement des échanges en dépit de l'embargo américain. En témoigne la visite récente à La Havane, du 4 au 6 mars 2015, de Matthias Fekl, secrétaire d'État au Commerce extérieur, au Tourisme et des Français de l'étranger, et de Bruno Bezar, directeur du Trésor et président du Club de Paris, dans le sillage de celle de Laurent Fabius, en avril 2014.

La France est, aujourd'hui, le 10^e partenaire commercial de l'île et occupe la 4^e place dans les investissements directs étrangers, avec environ 6 % du total (derrière l'Espagne, 25 % ; le Canada, 20 % ; l'Italie, 19 %). Les investissements français se concentrent dans les secteurs prioritaires et générateurs de devises comme le tourisme, le bâtiment et la construction, les télécommunications

– avec l'installation d'un câble sous-marin en fibre optique du Venezuela à Cuba –, l'énergie, les transports, l'agroalimentaire, le tabac, le commerce international, l'ingénierie financière, l'automobile et le secteur des laboratoires pharmaceutiques pour n'en citer que quelques-uns.

La stratégie de renforcement de la présence française à Cuba a évolué en raison, d'abord, d'une « nouvelle donne » concurrentielle pour nos entreprises. En dépit des crises qu'elle a connues, l'île a su s'adapter à l'économie mondialisée, notamment en concluant des partenariats avec de nombreux pays. Les concurrents latino-américains (Venezuela et Brésil, entre autres), canadiens et asiatiques ayant pris de plus en plus d'importance dans le paysage économique régional ces dernières années, la France a su s'adapter et réagir.

Le développement de notre présence vient aussi des réformes économiques en cours à Cuba, de l'« actualisation du modèle économique », de la place plus



© Infinity

Le rapprochement cubano-américain ouvre un nouveau chapitre dans les relations internationales.

grande laissée à la sphère privée et de sa « légalisation », la nouvelle loi sur les investissements étrangers, de la professionnalisation observée dans les ministères pour la gestion des relations avec les entreprises étrangères.

L'EMBARGO NORD-AMÉRICAIN DEMEURE. Malgré le rapprochement diplomatique entre les États-Unis et Cuba, l'embargo nord-américain demeure et continue de peser négativement sur les entreprises étrangères, d'un point de vue juridique et fi-

nancier. On note le maintien des sanctions, les pénalités financières, l'adoption des lois extraterritoriales – contraires au droit international – comme les lois Helms-Burton ou Torricelli. Ainsi, les pressions nord-américaines sont réelles sur les entreprises et les banques françaises, à commencer par les plus grands groupes et, en particulier, ceux qui ont des intérêts aux États-Unis. Les coûts de prospection pour une entreprise restent plus importants à Cuba qu'ailleurs (recours à des avocats, vérification des droits de propriété, consultation de

l'OFAC, registres des cadastres remontant à l'époque d'avant la révolution, financements complexes à trouver, etc.).

L'accès aux financements est une autre contrainte : Cuba n'est membre d'aucune des principales institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, BID) et nos filiales ne peuvent bénéficier que de quelques crédits d'aide vénézuéliens ou chinois, ou de prêts de la BNDES du Brésil (port de Mariel).

C'est dans ce contexte contrasté que l'Union européenne a relancé ses négo-

“2014 aura marqué l’histoire de Cuba.”

ciations avec Cuba. Federica Mogherini, haute représentante de l’UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, s’est rendue à La Havane, le 23 mars 2015, précisant que l’UE tenait à conclure un « accord de dialogue politique et de coopération » qui puisse fournir un cadre facilitant les relations entre Cuba et l’UE. Les trois volets des discussions sont la coopération, le dialogue politique et les relations économiques. Cette déclaration était tout sauf anodine car, rappelons-le, l’UE est le plus important partenaire commercial de Cuba. Elle représente le tiers des échanges commerciaux, la moitié des investissements directs et plus de la moitié des flux touristiques.

LA DIPLOMATIE DU VATICAN. En tant que latino-américain, le pape François a su prendre la mesure du poids que pouvait avoir le Vatican sur l’évolution de la géopolitique dans cette région. Après la rencontre du pape Benoît XVI avec Fidel Castro à La Havane, en mars 2012, qui faisait suite à la visite historique du pape Jean-Paul II, en 1998, appelant à « une ouverture de

Cuba au monde et demandant au monde de s’ouvrir sur Cuba », le pape François organisait des rencontres sur les négociations cubano-américaines au Vatican bien avant l’accord du 17 décembre. Étant jésuite, il pouvait mieux que personne comprendre la façon de penser des dirigeants cubains ; étant entendu que Fidel Castro fut élevé par des jésuites.

Le fait religieux a toujours fasciné le chef de la révolution cubaine, comme en témoignent ses récentes réflexions concernant l’ouvrage *Fidel et la Religion*, ses entretiens avec le théologien brésilien Frei Betto, pourtant publié il y a trente ans¹, et ses conversations approfondies avec Mgr. Etchegaray.

Concrètement, de nouveaux espaces de la société civile se développent aujourd’hui à Cuba avec l’appui de la France (débat possibles avec les milieux intellectuels, actions de coopération

dans de nombreux domaines y compris avec quelques régions françaises, etc.). La mobilité étudiante est aussi un nouveau champ qui se développe par le biais des contacts entre chercheurs et la copublication de travaux universitaires.

L’année 2014 aura définitivement marqué l’histoire de Cuba d’un point de vue politique (intérieure comme extérieure), par des avancées dans l’« actualisation du modèle économique » et par ce rapprochement diplomatique avec les États-Unis, écrivant une nouvelle page dans le registre des relations internationales, synonyme d’évolutions et d’innovations pour le futur. Forte de sa culture, de son histoire et du potentiel de ses entreprises, la France a un rôle à jouer afin de s’octroyer une place de choix dans cette île originale et singulière. ●

1. Le Cerf, 1986. (NDLR)



Cuba connaît des avancées significatives de l’actualisation de son modèle économique.